Envoyé en préfecture le 12/11/2026
Reçu en préfecture le 12/11/2026
Publié le
ID : 027-200066405-20261112-A_063_2026-AR



# ARRÊTÉ N° A-063-2026

## DÉLÉGATION DE SIGNATURE À M. JEAN-FRANÇOIS LEVILLAIN - ABROGE ET REMPLACE L'ARRÊTÉ N° A-056-2026 DU 07/10/2026

**Exposé des motifs :**

Le Président de la Communauté de communes Roumois Seine ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;
**Vu** l'arrêté interpréfectoral DRCL/BCLI/2016-88 portant création de la Communauté de Communes Roumois Seine ;
**Vu** l'arrêté interpréfectoral N° DCL/BCLI/2023-29 du 29 décembre 2023 portant modification des statuts de la Communauté de communes Roumois Seine ;
**Vu** la délibération N° CC-067-2026 du 07 avril 2026 portant élection du président de la Communauté de communes Roumois Seine ;
**Vu** la délibération N° CC-071-2026 du 07 avril 2026 relative à la délégation d'attributions du Conseil communautaire vers le Président ;
**Vu** l'arrêté n° A-004-2026 du 27 janvier 2026 relatif à l'organisation des services communautaires ;
**Vu** l'arrêté n° A-056-2026 du 07 octobre 2026 portant délégation de signature à M. Jean-François LEVILLAIN ;
**Considérant** que le Président peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner par arrêté délégation de signature à un ou plusieurs agents sur le fondement de l'article L. 5211-9 du CGCT ;
**Considérant** que Monsieur Jean-François LEVILLAIN exerce les fonctions de Directeur bâtiments, voirie, parc automobile et logistique de la Communauté de communes Roumois Seine ;
**Considérant** que le Président est seul chargé de l'administration ;
**Considérant** l'utilité de déléguer certaines attributions du Président pour la bonne marche du service public intercommunal ;

## ARRÊTE

**Article 1 :**
Monsieur le Président de la Communauté de communes donne sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation permanente de signature à Monsieur Jean-François LEVILLAIN, Directeur bâtiments, voirie, parc automobile et logistique, à l'effet de signer tous les actes administratifs et documents, y compris les arrêtés, décisions, conventions, courriers et pièces comptables, relevant des compétences propres du Président ou de la délégation d'attribution du Conseil communautaire au Président, ainsi que tout acte pris en exécution des arrêtés et des délibérations du Conseil communautaire dans les domaines suivants :

- Les avis techniques d'urbanisme concernant la voirie,
- Bordereau d'amiante dans le cadre de travaux sur les bâtiments publics (hors station d'épuration) ou relevant du domaine privé de la collectivité ainsi que pour les opérations de travaux sur voirie,
- Correspondances et demandes de renseignements relatives au sourcing dans le cadre de la préparation des contrats de la commande publique de sa Direction,
- Les lettres de consultation, lettres d'acceptation ou de rejet, des accusés de réception de dépôt des propositions et support d'analyse des offres reçues dans ce cadre pour les achats relatifs à sa Direction jusqu'à 60 000 € HT pour les fournitures et services et 100 000 € HT pour les travaux,
- Les certificats de capacité concernant les prestataires des contrats dont l'exécution relève de sa Direction, dans la limite de 60 000 € HT pour les fournitures et services et 100 000 €

Envoyé en préfecture le 12/11/2026
Reçu en préfecture le 12/11/2026
Publié le
ID : 027-200066405-20261112-A_063_2026-AR

HT pour les travaux,
- La constatation du service fait et bordereaux de livraison attestant de la conformité de ce qui a été reçu ou admis par rapport aux engagements juridiques dont le suivi ou l'engagement financier incombe à leur direction,
- Les différents procès-verbaux de réception et d'admission des prestations et travaux dont le suivi ou l'engagement financier incombe à sa direction.

**Article 2 :**
En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François LEVILLAIN, délégation de signature est donnée dans les mêmes matières à la Directrice Générale des Services, Madame Peggy BEDNAROWICZ.

**Article 3 :**
Tout document signé par l'intéressé devra porter la mention suivante :
**Sylvain BONENFANT**
Président de la Communauté de communes,
*Pour le Président et par délégation,*
*Le Directeur bâtiments, voirie, parc automobile et logistique*
*Jean-François LEVILLAIN*

**Article 4 :**
La présente délégation étant consentie par le Président, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, le délégataire rendra compte au Président, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

**Article 5 :**
Cette délégation prend effet à l'accomplissement des formalités de publication et peut-être rapportée à tout moment.
La présente délégation prendra fin à l'expiration du mandat Président ou à la fin des fonctions de Monsieur JEAN-FRANCOIS LEVILLAIN au poste la justifiant.

**Article 6 :**
Le présent arrêté sera transmis à :
Monsieur le Préfet de l'Eure
M. le Trésorier de la Communauté de communes Roumois Seine
Notifié à l'intéressé et affiché aux lieux et places ordinaires.

***Bourg-Achard***, le 12 novembre 2026

**Sylvain BONENFANT**
Président de la Communauté de communes

Le présent acte, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet :
- d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA) ;
- ou d'un recours gracieux et/ ou demande préalable auprès des services de la Communauté de Communes Roumois Seine. Ce recours gracieux et/ou demande préalable donnera lieu à un examen par les services de la Communauté de Communes Roumois Seine. L'interlocuteur sera Monsieur le Directeur des Affaires juridiques de la Communauté de communes Roumois Seine, 666 rue Adolphe Coquelin, 27310 Bourg-Achard
Si le recours gracieux ou la demande préalable donne lieu à une décision explicite avant l'expiration d'un délai de deux mois, ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees). Ce recours pourra être assorti le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA).
Si le recours gracieux ou la demande préalable ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet de celle-ci en résultera au terme d'un délai de deux mois à compter de la présente, et ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L. 521-1 du CJA).
Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du CJA, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes qui demeurent en Guadeloupe, Guyane, à la Martinique, à la Réunion, à Saint Barthélemy, à Saint-Martin, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises et les personnes qui demeurent à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal administratif de Rouen.